

MONTREUIL Rebelle

AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES

Montreuil Rebelle est un collectif qui regroupe des militant-es de la grève pour les retraites, des Gilets Jaunes et des militant-es et sympathisant-es du NPA.

La Macronie : un régime autoritaire au service des plus riches

C'est la destruction des acquis sociaux (APL, indemnités chômage, retraites...), la privatisation des services publics. C'est le choix des lobbys polluants (pesticides, plastique, pétrole...) contre les mesures écologiques nécessaires.

La répression était jusqu'ici réservée aux quartiers populaires, comme un reste de traitement colonial. Aujourd'hui elle touche tout le mouvement social : les Gilets Jaunes (25 éborgné-es, 5 autres mutilé-es, des centaines d'emprisonné-es). Désormais syndicalistes et journalistes sont visés, des lycéen-nes sont mis-es en garde à vue.

Pour tenter d'opposer les pauvres entre eux, le gouvernement joue sur les peurs et attise un climat raciste et xénophobe. Macron n'est pas un rempart contre Marine Le Pen. Elle n'est pas une opposante au système, mais l'assurance-vie de ce gouvernement.

La municipalité actuelle ne défend pas les classes populaires

La majorité municipale n'incarne pas la résistance au système capitaliste. Au contraire, Patrice Bessac a soigné les promoteurs immobiliers et n'a rien fait pour lutter contre la gentrification. Il a laissé le logement social se dégrader honteusement. Il a bradé une partie des Mûrs à Pêches. Il ne s'est quasiment pas servi du droit de préemption. Et en 2020 comme en 2014, des services publics sont toujours gérés par le privé.

Son soutien aux luttes a tout d'une posture. Dans le mouvement pour les retraites : aucun encouragement à la grève du personnel communal, aucune participation aux caisses de grève, pas de mise à disposition des moyens de commu-

nication de la ville... Même lorsqu'il réquisitionne des locaux vacants pour y loger des travailleurs immigrés (les ex-Bara installé-es à l'AFPA), il participe à leur tri au moment du relogement. Il y a même eu des expulsions en pleine trêve hivernale, la mairie expliquant qu'il n'y a pas de trêve pour les squatteurs ! Une ville populaire et de gauche comme Montreuil devrait mettre ses moyens au service des luttes contre Macron et son monde. Elle devrait soutenir celles et ceux qui luttent et défendent pied à pied les intérêts des classes populaires.

C'est un rapport de force qu'il faut construire, par des mobilisations sociales, au-delà des élections. Pour nous, nos vies valent plus que leurs profits. La défense des classes populaires passe avant toutes les contraintes légales ou budgétaires. Si nous sommes élu-es, majoritaires ou minoritaires, ou même non élu-es, nous ferons tout pour qu'une mobilisation massive de la population impose ses revendications.

Ce que nous défendrons au conseil municipal comme en dehors pour changer Montreuil

Pour la démocratie

- des assemblées de quartier avec des capacités d'initiative, de décisions et un réel budget : les habitant-es auront le pouvoir. Ils seront souverains et pourront révoquer les élu-es ;
- pour un référendum d'initiative citoyenne, ouvert à toutes les habitant-es ;
- pour la transparence sur les frais et indemnités des élu-es ;
- pour le soutien indéfectible aux « sans » (sans droit, sans toit, sans-papiers, sans couverture sociale, sans école ni formation) et pour la citoyenneté de résidence (droit de vote pour les immigré-es : j'habite ici, je vote ici).

Logement : un toit, c'est un droit !

- la rénovation de l'ensemble des HLM existantes, leur amélioration et modernisation (isolation, performances énergétiques, etc.) ;
- pour la transparence dans l'attribution des logements sociaux : publication d'un bilan annuel sur les attributions (dimensions, revenus et professions des familles concernées) ;
- la réquisition des logements vides, à commencer par ceux des grands bailleurs privés ;
- le blocage des loyers ;
- un arrêté contre les expulsions locatives ;
- pour l'exercice du droit de préemption par la ville afin de contrer l'envolée des prix ;
- pour l'accession à la propriété pour les locataires de longue date à revenus modestes ;
- pour une bourse locale d'échange des logements.

Services publics : municipalisation et extension de la gratuité

- ◆ retour en régie publique de tous les services délégués au privé, notamment l'eau, la gestion des déchets, etc. ;
- ◆ gratuité des services publics, à commencer par l'eau nécessaire à chacun-e ;
- ◆ Nous nous battons pour la gratuité de tous les transports en commun.

Contre la gentrification de la ville et le Grand Paris au service des riches

- nous développerons des navettes municipales pour relier tous les quartiers de Montreuil entre eux et qu'aucun ne soit relégué de la ville ;
- solidarité et égalité entre tous les quartiers, rattrapage des oubliés (Morillons par exemple) ;
- une politique du logement permettant la mixité sociale et culturelle dans tous les quartiers.

Pour l'écologie et l'amélioration du cadre de vie

- pour le développement des énergies propres (chauffage et éclairage public notamment) ;
- pour la sanctuarisation des Murs à Pêches et leur ouverture aux habitant-es ;
- pour un état des lieux des sites industriels dangereux (comme l'usine verte) et des mesures de protection des salarié-es et de la population ;
- pour de nouveaux espaces verts, squares et jeux de proximité.

Pour la santé des Montreuillois-es, jeunes et moins jeunes

- ◆ une cuisine centrale municipale pour des repas équilibrés, bios et un choix végétarien possible dans les cantines scolaires ;
- ◆ soutien aux cantines populaires ;
- ◆ pour la réouverture d'un centre de santé municipal par quartier ;
- ◆ des moyens pour les centres de santé. Une bataille de tous les instants pour le maintien et le développement de l'hôpital André Grégoire.

Une ville pour l'égalité : féministe, antiraciste et inclusive

- Des moyens et des mesures municipales (lieux d'accueil, protection des victimes) pour lutter contre les violences faites aux femmes ; soutien à la Maison des Femmes ;

- Des mesures municipales contre les discriminations de genre, de nationalité et de religion, en défense des Roms et des musulman-es contre le racisme et l'islamophobie ;
- Une ville accessible et accueillante (services municipaux, bâtiments publics, aires de jeux) pour toutes et tous, et en particulier pour les personnes en situation de handicap.

Pour les libertés

- ◆ Pour une politique de prévention, avec des équipes municipales de travail social ;
- ◆ Contre les violences policières : contre l'utilisation des armes et des techniques meurtrières, contre la répression des luttes sociales, des populations des quartiers populaires et des foyers. Pour une enquête menée par des habitant-es sur les pratiques du commissariat, et une vigilance municipale sur l'activité de la police ;
- ◆ Contre la vidéosurveillance qui coûte cher, n'empêche pas la délinquance et ne remplace pas la prévention.

Pour l'éducation

- pour de nouvelles crèches municipales et des moyens pour la petite enfance, les écoles et centres de loisirs : des locaux décents dans tous les quartiers. Recrutement à hauteur des besoins, des formations diplômantes pour tous les personnels ;
- pour la transparence des attributions de places dans les crèches municipales publiques ;
- pour un dispositif municipal contre le décrochage et pour la réussite scolaire, sur le modèle de l'Action Collégiens parisienne.

La culture pour toutes et tous

- développer les infrastructures et lieux culturels de manière égale dans tous les quartiers ;
- tarification des activités culturelles avec quotient familial et jusqu'à la gratuité ;
- mise à disposition des structures culturelles municipales et aide à la création pour les pratiques culturelles « amateurs » ; un véritable financement dans ce domaine, en priorité pour les projets et créations des habitant-es de la ville ;
- concertation avec les habitant-es sur la programmation des lieux culturels (cinéma Méliès, théâtre Berthelot) ; renforcer les liens entre acteurs culturels et acteurs sociaux, faire des lieux culturels de véritables lieux de vie.

Contre la précarité et pour un autre système économique

- ◆ pour la titularisation de toutes les précaires employées à la ville de Montreuil ;
- ◆ pour le soutien de la ville aux habitant-es contre leurs employeurs quand ceux-ci sont dans l'illégalité ; pour l'exclusion des entreprises qui ne respectent pas le droit du travail des marchés publics de la ville ;
- ◆ pour la création ou le soutien à des coopératives auto-gérées.

Pour la mise en place de toutes ces mesures, que nous soyons élu-es ou non, la mobilisation de la population sera nécessaire. Nous soutiendrons toutes les expériences d'autogestion, présentes ou à venir. Et nous militerons plus que jamais pour défendre les intérêts des classes populaires contre les intérêts privés.